

# FICHE D'IMPACT – CONVENTION SERVICE COMMUN DGS

Référence : article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

## Préambule :

Un service commun est envisagé entre la CoVe et la Ville de Carpentras pour mutualiser la fonction de directeur général des services. Ce service commun est composé d'un seul agent, transféré de droit de la Ville de Carpentras vers la Communauté d'agglomération. Il assurera les fonctions de directeur général des services de la CoVe, pour une quotité de temps de travail de 60 %, et de directeur général des services de la Ville de Carpentras, pour une quotité de temps de travail de 40 %. Il pourra bénéficier d'une délégation de signature dans chacune de ces administrations.

## 1- Effets sur l'organisation et les conditions de travail

La mise en place du service commun entraîne un certain nombre d'évolutions dans l'organisation des deux structures signataires de la convention :

A la CoVe : comme dans l'organisation actuelle, le Directeur général s'appuiera sur une structure organisationnelle découpée en quatre directions (Cohésion sociale, Développement durable et Aménagement du territoire, Services techniques, Ressources et Moyens).

L'évolution principale consiste en la création, au sein de la Direction générale des services, d'un service « Affaires générales et Coordination intercommunale », dont la responsabilité sera confiée au titulaire du poste de conseiller juridique, appelé à évoluer vers la fonction de responsable du service Affaires générales et Coordination intercommunale. Les principales missions dévolues à ce nouveau service sont :

- la gestion des assemblées et préparation des séances de conseil de communauté
- la supervision des courriers départ et arrivée
- la supervision de l'accueil physique, téléphonique et numérique
- les liens avec les communes membres
- la supervision des dossiers contentieux

Le Directeur général bénéficie à la CoVe d'un secrétariat dédié constitué d'un agent.

A la Ville de Carpentras : l'évolution majeure consiste en la réactivation du poste de Directeur général adjoint, qui n'avait plus été pourvu depuis 2009. Celui-ci sera chargé de seconder le Directeur général des services dans l'exercice de ses missions pour la Ville.

Le Directeur général bénéficie à la Ville d'un secrétariat dédié constitué d'un agent.

Le Directeur Général disposera dans les deux structures d'un bureau équipé en moyens informatiques et de télécommunications. Dans l'exercice de ses fonctions il bénéficiera d'un véhicule, dont les frais seront pris en charge par la communauté et la commune dans la proportion fixée par convention. Chaque administration assumera directement les frais de carburant.

Le Directeur général organisera son temps de travail en fonction des contraintes et impératifs des deux structures signataires, et dans le respect des quotités de temps de mise à disposition définies dans la convention.

## 2- Effets sur la rémunération et les droits acquis

Le Directeur général conservera le bénéfice de ses droits statutaires, ainsi que des avantages indemnitaires dont il bénéficiait dans sa commune d'origine.

Il percevra en outre, de droit, la nouvelle bonification indiciaire attribuée aux directeurs généraux des communautés urbaines et communautés d'agglomération de 40 000 à 150 000 habitants (décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001, article 1 – 17°).